RCS : ST ETIENNE
Code greffe : 4202

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de ST ETIENNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2014 B 00648
Numéro SIREN : 802 521 807
Nom ou dénomination : STEVA

Ce dépôt a été enregistré le 25/08/2022 sous le numéro de dépôt B2022/010197

1.1 Bilan consolidé

Actif en EUR	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition		
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	132 275	43 444
Immobilisations corporelles	11 873 662	12 848 836
Immobilisations financières	148 979	151 979
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	**12 154 916**	**13 044 259**
Stocks et en-cours	4 719 593	5 677 480
Créances clients et comptes rattachés	1 129 260	3 194 427
Actifs d'impôts différés	421 689	301 944
Autres créances	1 560 804	1 844 322
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	3 109 152	1 047 437
Actif circulant	**10 940 498**	**12 065 610**
Comptes de regularisation	**527 984**	**312 986**
Total Actif	**23 623 398**	**25 422 855**

Passif	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation	1 959 122	2 051 122
Réserves	-1 180 041	-1 592 004
Résultat Groupe	-4 042 967	337 207
Provisions réglementées		
Titres en auto-contrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	**-3 213 886**	**846 325**
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	**2 733 517**	**3 531 981**
Emprunts et dettes financières	11 296 591	6 233 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 067 203	6 670 584
Dettes fiscales et sociales	3 702 693	3 093 316
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 671
Autres dettes	3 834 149	4 983 807
Dettes	**23 900 636**	**20 986 724**
Comptes de régularisation	**203 131**	**57 825**
Total Passif	**23 623 398**	**25 422 855**

GREFFE TRIBUNAL de COMMERCE
ST-ETIENNE
010197 25 AOU. 2022
2014 B 642

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	716 812	1 284 513
Production vendue	31 583 990	39 155 471
Chiffre d'affaires	**32 300 802**	**40 439 984**
Production stockée	-664 788	-536 246
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions	119 249	830 337
Autres produits	3 411	13 985
Produits d'exploitation	**-542 128**	**308 076**
Achats et variations de stocks	12 128 423	17 355 757
Autres achats et charges externes	10 455 321	12 267 778
Impôts et taxes	517 178	572 319
Charges de personnel	10 054 411	9 620 544
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 386 851	1 227 370
Dotations aux provisions pour risques et charges	181 746	47 266
Dotations aux provisions sur actifs circulants	371 375	262 493
Autres charges d'exploitation	45 625	64 164
Charges d'exploitation	**35 140 930**	**41 417 691**
Résultat d'exploitation	**-3 382 256**	**-669 631**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	55 244	12 829
Charges financières	466 430	503 986
Résultat financier	**-411 186**	**-491 157**
Résultat courant avant impôt	**-3 793 442**	**-1 160 788**
Produits exceptionnels	269 485	818 994
Charges exceptionnelles	1 172 557	-976 777
Résultat exceptionnel	**-903 072**	**1 795 771**
Impôt sur le résultat	62 832	297 774
Résultat des sociétés intégrées	**-4 759 346**	**337 209**
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	-716 378	
Liaisons résultat	-1	2
Résultat d'ensemble consolidé	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat groupe	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat hors-groupe		

1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	676 502	956 372
Variation des impôts différés	-90 563	258 053
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-20 011	-2 503 801
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**-3 477 039**	**-952 169**
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 120 960	4 467 922
Dont stocks	946 924	736 601
Dont créances d'exploitation	-808 169	-1 061 665
Dont dettes d'exploitation	982 205	4 792 986
Dont intra-groupe		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**-2 356 079**	**3 515 753**
Acquisition d'immobilisations	-479 720	-685 853
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	70 244	471 951
Incidence des variations de périmètres		-1 543 236
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-409 476**	**-1 757 138**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe	-2	
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	5 707 265	
Remboursements d'emprunts	-749 465	-2 182 415
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**4 957 798**	**-2 182 415**
Incidence des variations de cours des devises		112
Variations de trésorerie	**2 189 879**	**-424 688**
Trésorerie d'ouverture	**909 653**	**1 434 341**
Trésorerie de clôture	**3 099 532**	**1 009 653**

Annexe aux comptes consolidés

2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice

2.1.1 Activité du groupe

Le groupe Steva a pour activité principale l'emboutissage de pièces métalliques.

2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation

Néant

2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation

La crise sanitaire liée à la covid-19 dont les effets ont démarré avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constitue un fait marquant de l'exercice 2020.

Toutes les sociétés du Groupe STEVA ont constaté une forte baisse de leurs résultats annuels compte-tenu des forts impacts de cette crise sanitaire sur leur volume d'activité, notamment sur la première période de confinement de mars à mai.

De manière à limiter les effets économiques de ce brutal et inattendu ralentissement, toutes les sociétés du groupe STEVA ont, si besoin, mis en œuvre toutes les aides et mesures gouvernementales qui leurs étaient ouvertes. Selon leur éligibilité, les entités du Groupe bénéficient notamment de reports de paiement des emprunts et leasings, reports d'impôts et taxes, reports de charges sociales et d'indemnisation de salaires versées pour des salariés en arrêt d'activité.

Si les effets de cette crise sanitaire ne sont pas définitifs à la date de clôture des comptes, la forte reprise économique du secteur depuis juillet 2020 a permis aux sociétés du groupe STEVA de reprendre une activité de production proche de la normale et d'entrevoir des perspectives financières et économiques d'avant crise.

2.2 Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation

2.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985, décret d'application du 17 février 1986 et au règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés homologué le 22 juin 1999.

Les présents comptes consolidés sont établis en euros.

2.2.2 Modalités de consolidation

2.2.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société-mère assure le contrôle exclusif, directement et indirectement, sont consolidées selon la méthode d'intégration globale.

L'intégration globale consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « minoritaires » ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Dans le cas d'un contrôle conjoint, les balances des sociétés concernées sont intégrées proportionnellement au pourcentage détenu.

L'intégration proportionnelle consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées à hauteur du pourcentage détenu ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées à hauteur de la balance intégrée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus la quote-part des capitaux propres.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note sociétés exclues du périmètre de consolidation).

2.2.2.2 *Date de clôture des comptes*

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 31 décembre 2020.

Les comptes des entreprises consolidés sont arrêtés à la même date que celle de la société consolidante.

La société BTS a fait l'objet de deux arrêtés de comptes sur l'exercice 2020. Le premier à la date du 30 septembre 2020 et le second au 31 décembre 2020.

2.2.2.3 *Modalités de traitement des écarts d'acquisition*

Les écarts de "1ère consolidation" constatés à l'occasion des prises de participation (excédent du prix d'acquisition des titres sur la quote-part des capitaux propres retraités à la date d'acquisition) sont imputés en totalité en écarts d'acquisition lorsqu'ils ne peuvent être directement ventilés, de manière fiable, dans les postes du bilan en tant qu'écart de réévaluation.

Conformément à la réglementation de l'ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015, applicable au 1er janvier 2016, le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année.

Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans.

Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

Sauf cas particulier, le groupe considère compte tenu des activités exercées que la durée d'utilité des écarts d'acquisition n'est pas limitée.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif (lorsque le prix d'acquisition des titres est inférieur à la quote-part des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le résultat consolidé sur une durée qui dépend des hypothèses retenues lors de l'acquisition.

2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.2.3.1 Retraitement des comptes sociaux

Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination d'une part, des comptes et opérations réciproques, et d'autre part, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes et réévaluations internes le cas échéant).

Les provisions réglementées et la fiscalité différée ont fait l'objet de retraitements.

2.2.3.2 Méthodes préférentielles

Les options retenues par le groupe en matière d'application des méthodes préférentielles sont les suivantes :

	Oui	Non	Non applicable
Provisionnement des engagements de retraite et avantages similaires à accorder aux salariés	X		
Retraitement des contrats de location financement	X		
Etalement des frais d'émission et des primes de remboursement et d'émission des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt			X
Enregistrement en résultat consolidé des écarts de conversion figurant dans les comptes individuels des entreprises consolidées	X		
Utilisation de la méthode à l'avancement pour les contrats à long terme			X

2.2.3.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amorties sur leur durée de vie prévue.

Dans le cadre de la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013, le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables a modifié les dispositions du Plan Comptable Général relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, corporels et incorporels et en particulier du fonds commercial.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et la durée d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation sont les suivantes :

Logiciels	*1 à 3 ans*
Constructions	*20 à 25 ans*
Agencement des constructions	*10 à 20 ans*
Installations techniques et divers	*10 ans*
Matériels et outillages	*5 ans*
Matériel de transport	*4 à 5 ans*
Matériel de bureau et informatique	*2 à 5 ans*

Suivi de la valeur des écarts d'acquisition positifs et assimilés

Un test de dépréciation a été mis en place pour apprécier la juste valeur des actifs et passifs du groupe.

L'application à la clôture de l'exercice des tests de dépréciation n'a pas fait ressortir de perte de valeurs des écarts d'acquisition et assimilés.

Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement, conformément à la méthode préférentielle du règlement 99-02, sont retraités afin que l'opération se traduise comme une acquisition d'immobilisations à crédit.

Les modalités de retraitement sont :

Amortissement économique sur la durée et le mode retenu pour des biens équivalents utilisés par les sociétés consolidées lorsqu'elles en sont propriétaires. Toutefois, lorsque le bail ne prévoit pas au terme le transfert de propriété du bien de manière certaine ou hautement probable, le bien est amorti sur la durée du bail.

Amortissement financier selon un plan d'amortissement déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période.

Juste valeur

Des réévaluations ou écarts d'évaluation à l'entrée de périmètre ont été pratiqués.

2.2.3.4 *Titres immobilisés*

La valeur brute des participations non consolidées et des autres immobilisations financières est constituée par leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

2.2.3.5 *Stocks et en-cours*

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.3.6 *Créances*

Les créances sont retenues pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.3.7 *Titres de placement*

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres, qui est fonction de leur valeur d'utilité et de leur valeur probable de négociation, est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les plus-values latentes sur les VMP n'ont pas été comptabilisées.

2.2.3.8 *Subventions d'investissement*

La consolidation impose l'élimination de l'incidence sur les comptes des écritures passées pour la seule application des législations fiscales et notamment pour ce qui concerne les subventions d'investissement. Ainsi, les subventions d'investissement sont considérées comme des produits étalés dans le temps, et sont donc comptabilisées en produits constatés d'avance.

2.2.3.9 *Impôts différés*

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- Du décalage temporaire, dans les comptes sociaux, entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- Des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation,
- Des déficits fiscaux reportables, dans la mesure où leur imputation sur les bénéfices fiscaux futurs, est probable.

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et des passifs selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt et des règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice qui seront applicables lorsque les différences futures se résorberont. Les impôts différés actifs et passifs font l'objet d'une compensation lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

2.2.3.10 *Conversion des comptes des sociétés étrangères*

Les comptes des sociétés étrangères (hors zone euro) sont convertis de la manière suivante :

- Les actifs et passifs aux taux de clôture.
- Les postes de situation nette aux taux historique.
- Les postes du compte de résultat aux taux moyen de l'exercice.

2.2.3.11 *Engagements en matière de retraite*

Les engagements en matière de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes annuels.

Conformément au règlement 99-02 et à la recommandation n°2013-02 de l'ANC, les engagements de retraite ont été évalués et provisionnés.

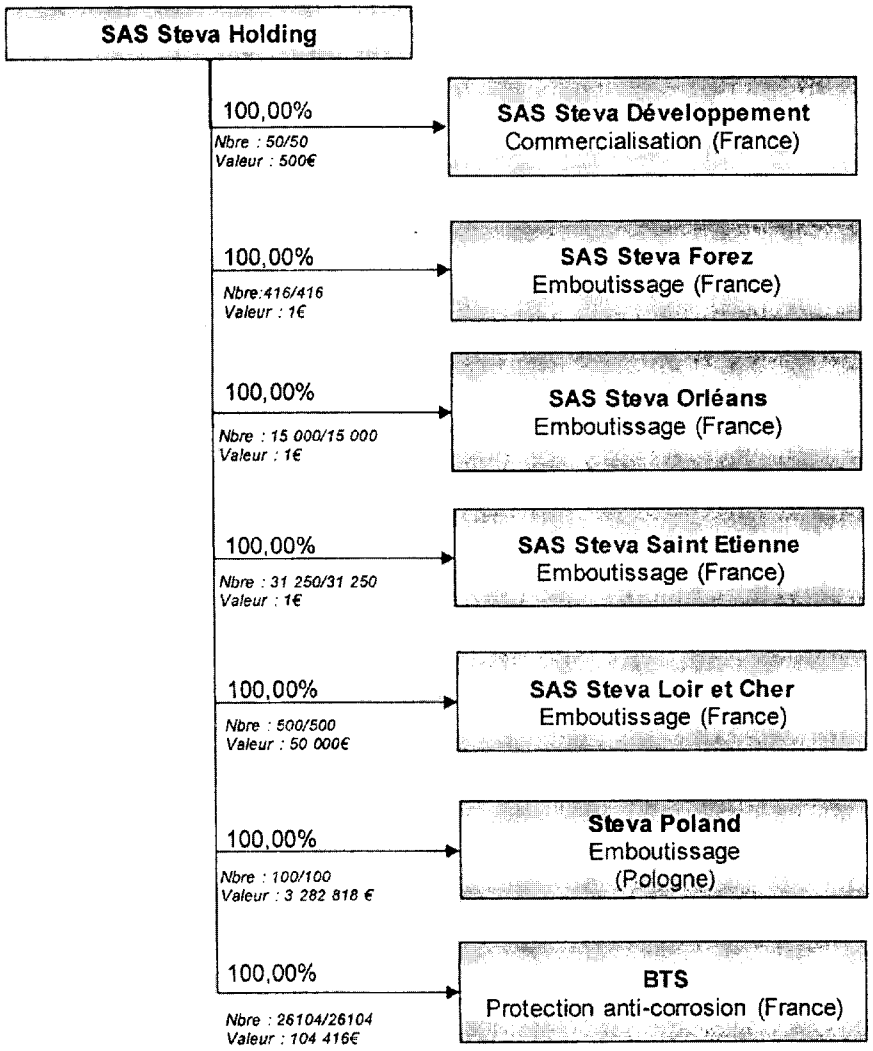
Le Groupe Steva évalue ses engagements en matière de pension en appliquant la méthode rétrospective. Les engagements de retraite ont été évalués avec les paramètres suivants :

- Départ uniforme des salariés à 65 ans
- Application de la convention collective de la Métallurgie

Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels moins la valeur au 31 décembre 2020 des contrats d'assurances d'indemnités de fin de carrière.

2.3 Informations relatives au périmètre de consolidation

2.3.1 Organigramme du groupe



STEVA
Société Par Actions Simplifiée au capital de 50 000.00 €
Siège social : 433 rue François Durafour ZI Les Murons
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON
802 521 807 RCS SAINT ETIENNE

RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020

EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

La crise sanitaire liée à la covid-19 dont les effets ont démarré avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constitue un fait marquant de l'exercice 2020.

Le Groupe a constaté une forte baisse de ses résultats annuels compte-tenu des forts impacts de cette crise sanitaire sur son volume d'activité, notamment sur la première période de confinement de mars à mai.

De manière à limiter les effets économiques de ce brutal et inattendu ralentissement, le Groupe a mis en œuvre toutes les aides et mesures gouvernementales nécessaires qui lui étaient ouvertes à savoir, reports de paiement des emprunts et leasings, reports d'impôts et taxes, reports de charges sociales et indemnisation de salaires versées pour des salariés en arrêt d'activité.

Les états financiers de l'ensemble des sociétés ont donc été préparés sur la base de la continuité d'activité, cette continuité d'exploitation étant confortée, lorsque cela est nécessaire, par le soutien financier de la société mère du groupe envers ses filiales.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

MODE DE PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.
Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 31 décembre 2020.

INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Identification des sociétés consolidées

Sociétés	Siège social	SIREN	% d'intérêts	Méthode
STEVA	ZI Les Murons ANDREZIEUX BOUTHEON (42)	802 521 807	Société Mère	Intégration globale

STEVA ST ETIENNE	ZA Les Planchettes FEURS (42)	442 498 341	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA DEVELOPPEMENT	23 rue Henri Dunant – ZI Ingré ST JEAN DE LA RUELLE (45)	804 699 759	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA ORLEANS	23 rue Henri Dunant – ZI Ingré ST JEAN DE LA RUELLE (45)	403 426 943	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA FOREZ	ZA Les Planchettes FEURS (42)	664 500 162	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA LOIR ET CHER	1 avenue du Docteur Jeulain MONTOIRE SUR LE LOIR (41)	808 745 418	100 % (filiale)	Intégration globale
STEVA POLAND	SIEDLCE (POLOGNE)		100 % (filiale)	Intégration globale
BTS	172 Avenue d'Auvergne BRIOUDE (43)	420 743 981	100 % (filiale)	Intégration globale

Aucune société n'est exclue du périmètre. Aucune entité ad-hoc n'a été identifiée comme faisant partie du groupe.

PRESENTATION DES SOCIETES DU GROUPE

- 100 % du capital de la société STEVA SAINT ETIENNE, SASU au capital de 50.000 euros, ayant son siège social à FEURS (42110), Zone Artisanale les Planchettes, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE sous le numéro 442 498 341. Cette société a une activité de fabrication, production, transformation, assemblage par procédés de découpage, emboutissage, usinage ou tous autres procédés, de tous produits métallurgiques, plastiques ou autre matériaux.

- 100 % du capital de la société STEVA DEVELOPPEMENT, SASU au capital de 500 euros, ayant son siège social à SAINT JEAN DE LA RUELLE (45140), 23 rue Henri Dunant, ZI Ingré, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 804 699 759. Cette société a une activité de fabrication, commercialisation d'outillages industriels, de tous articles mécaniques et de tous produits métallurgiques ; la fabrication, l'achat, la vente de toutes machines et tous matériels à usage industriel ou domestique.

- 100 % du capital de la société STEVA ORLEANS, SASU au capital de 240.000 euros, ayant son siège social à SAINT JEAN DE LA RUELLE (45140), 23 rue Henri Dunant, ZI Ingré, immatriculée au RCS d'ORLEANS sous le numéro 403 426 943. Cette société a une activité de découpage, emboutissage et mécanique générale, achat et vente d'outillages.

- 100 % du capital de la société STEVA FOREZ, SASU au capital de 49.920 euros, ayant son siège social à SAIL SOUS COUZAN (42890), Les Places, immatriculée au RCS de SAINT ETIENNE sous

le numéro 664 500 162. Cette société a une activité de découpage, emboutissage et mécanique générale, achat et vente d'outillages.

- 100 % du capital de la société STEVA LOIR et CHER, SAS au capital de 50.000 euros, ayant son siège social à MONTOIRE SUR LE LOIR (41800), 1 avenu de Docteur JEULAIN , immatriculée au RCS de BLOIS sous le numéro 8085 745 418. Cette société a une activité d'étude, de conception, fabrication, traitement, transformation, par déformation, cintrage, usinage ou autres, commercialisation de toutes pièces ou ensembles de pièces principalement à base de tubes métalliques ou autre matériaux.

- 100 % du capital de la société STEVA POLAND, ayant son siège social à SIEDLCE (Pologne).

- 100% du capital de la société Brivadoise de Traitements de Surface, SAS au capital de 104.416 euros ayant son siège social à BRIOUDE (43100), 172 Avenue d'Auvergne, immatriculée au RCS du PUY en VELAY sous le numéro 420 743 981. Cette société est spécialisée dans le secteur d'activité du traitement et revêtement des métaux.

PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	32 300 802 €	40 439 984 €
Résultat d'exploitation	- 3 382 256 €	- 669 631 €
Résultat d'ensemble consolidé	- 4 042 967 €	337 207 €

La marge brute d'autofinancement de l'année est de – 3 477 039 euros

PRESENTATION DU BILAN CONSOLIDE

ACTIF	**31/12/2020**	31/12/2019
Actifs immobilisés NETS	12 154 916 €	13 044 259 €
Stocks et en cours	4 719 593 €	5 677 480 €
Avances, acomptes versés sur commandes	6 880€	20 945 €
Créances	3 104 873€	5 319 748 €
Disponibilités	3 109 152 €	1 047 437 €
Charges constatées d'avance	527 984€	312 986 €
Total Actif	23 623 398 €	25 422 855 €

PASSIF	**31/12/2020**	31/12/2019
Capitaux propres	-3 213 886 €	846 325 €
Provision pour risques	2 733 517€	3 531 981€

Total Dettes	24 103 767€	21 044 550 €
Total Passif	23 623 398 €	25 422 855 €

Actifs immobilisés :

Les actifs immobilisés sont constitués à hauteur de :

. 132 275 euros d'immobilisations incorporelles,

. 11 873 662 euros d'immobilisations corporelles,

. 148 979 euros d'immobilisations financières

Créances d'exploitation :

Les charges d'exploitation s'élèvent à 35 140 930 euros contre 41 417 691 euros pour l'exercice précédent.

Les résultats d'exploitation s'élèvent à – 3 382 256 euros contre – 669 631 euros pour l'exercice précédent.

Dettes :

Les dettes (hors comptes de régularisation) s'élèvent à 23 900 636 au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 à savoir, pour les postes principaux :

. Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à 11 296 591 euros,

. Les dettes fournisseurs s'élèvent à la somme de 5 067 203 euros,

. Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 3 702 693 euros,

. Les autres dettes à 3 834 149 euros.

TABLEAU DE FINANCEMENT

Le flux net de trésorerie généré par l'activité pour l'année est de – 2 356 079 euros.

CONCLUSION

Nous vous demandons, conformément à l'article L225-100 du code de commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés.

Le président
P. LASSABLIERE

AF CONSEIL
15 rue Roger Salengro

92130 Issy le Moulineaux

BRC
15 allée Isadora Duncan

75015 PARIS

GROUPE STEVA

Société par Actions Simplifiée
Au Capital de 50.000 Euros

Siège social :
433 rue Fran9ois Durafour – 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 Décembre 2020

* *

*

RAPPORT SUR DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

GROUPE STEVA

EXERCICE CLOS LE 31 Décembre 2020

Aux associés,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société **GROUPE STEVA SAS** relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Fondement de l'opinion

1 - Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

2 - Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er Janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 2.1.3 de l'annexe des comptes consolidés concernant les faits majeurs de l'exercice.

3 - Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.
C'est dans ce contexte complexe et évolutif que en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne la valorisation des participations. Dans ce cadre nos travaux ont consisté à prendre connaissance des documents supportant les estimations retenues par votre société, à en examiner le traitement comptable, et à nous assurer du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 – Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation,

- il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 14 Septembre 2021

AF CONSEIL

Alain FORT
Commissaire aux comptes
Compagnie Régionale de Paris

BRC

Bruno RONGIER
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

GROUPE SECOB

l'Expertise du Conseil

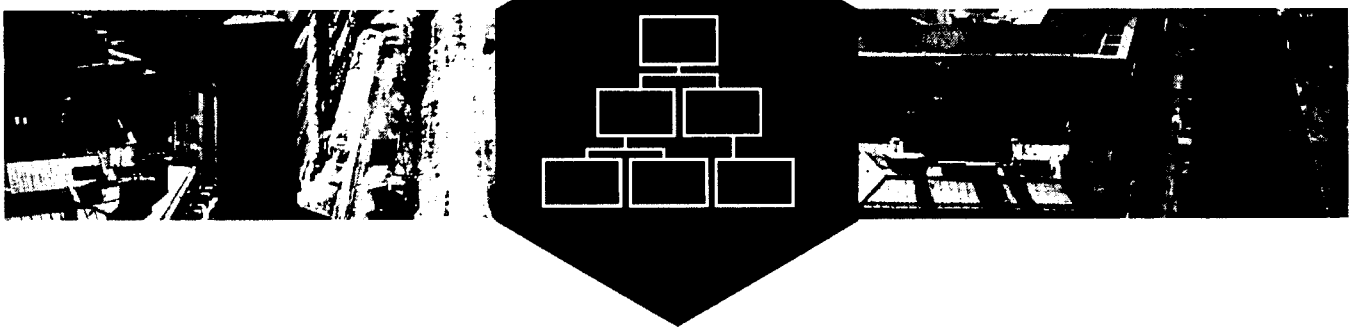
Groupe STEVA

Comptes consolidés
au
31 décembre 2020

SAS STEVA
ZI Les Murons
433 Rue François Durafour
42 160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Ce rapport contient 33 pages

Steva



Sommaire

Etats financiers consolidés **4**
1.1 Bilan consolidé 5
1.2 Compte de résultat consolidé 6
1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé 7
Annexe aux comptes consolidés **8**
2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice 9
2.1.1 Activité du groupe 9
2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation 9
2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation 9
2.2 Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation 10
2.2.1 Référentiel comptable 10
2.2.2 Modalités de consolidation 10
2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation 12
2.3 Informations relatives au périmètre de consolidation 16
2.3.1 Organigramme du groupe 16
2.3.2 Identification des sociétés consolidées 17
2.3.3 Sociétés exclues du périmètre de consolidation 17
2.3.4 Entités ad hoc 17
2.4 Informations permettant la comparabilité des comptes 18
2.4.1 Informations relatives aux variations de périmètre et des % d'intérêts 18
2.4.2 Changements comptables 18
2.5 Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations 19
2.5.1 Postes du bilan consolidé 19
2.5.2 Postes du compte de résultat consolidé 29
2.6 Autres informations 33
2.6.1 Analyse sectorielle 33
2.6.2 Informations diverses 33

Etats financiers consolidés

1.1 Bilan consolidé

Actif en EUR	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition		
Capital souscrit non appelé		
Immobilisations incorporelles	132 275	43 444
Immobilisations corporelles	11 873 662	12 848 836
Immobilisations financières	148 979	151 979
Participations par mise en équivalence		
Actif immobilisé	**12 154 916**	**13 044 259**
Stocks et en-cours	4 719 593	5 677 480
Créances clients et comptes rattachés	1 129 260	3 194 427
Actifs d'impôts différés	421 689	301 944
Autres créances	1 560 804	1 844 322
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	3 109 152	1 047 437
Actif circulant	**10 940 498**	**12 065 610**
Comptes de regularisation	**527 984**	**312 986**
Total Actif	**23 623 398**	**25 422 855**

Passif	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation	1 959 122	2 051 122
Réserves	-1 180 041	-1 592 004
Résultat Groupe	-4 042 967	337 207
Provisions réglementées		
Titres en auto-contrôle		
Capitaux propres - Part du groupe	**-3 213 886**	**846 325**
Intérêts minoritaires		
Autres fonds propres		
Provisions pour risques et charges	**2 733 517**	**3 531 981**
Emprunts et dettes financières	11 296 591	6 233 346
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 067 203	6 670 584
Dettes fiscales et sociales	3 702 693	3 093 316
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 671
Autres dettes	3 834 149	4 983 807
Dettes	**23 900 636**	**20 986 724**
Comptes de régularisation	**203 131**	**57 825**
Total Passif	**23 623 398**	**25 422 855**

1.2 Compte de résultat consolidé

En EUR	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	716 812	1 284 513
Production vendue	31 583 990	39 155 471
Chiffre d'affaires	**32 300 802**	**40 439 984**
Production stockée	-664 788	-536 246
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions	119 249	830 337
Autres produits	3 411	13 985
Produits d'exploitation	**-542 128**	**308 076**
Achats et variations de stocks	12 128 423	17 355 757
Autres achats et charges externes	10 455 321	12 267 778
Impôts et taxes	517 178	572 319
Charges de personnel	10 054 411	9 620 544
Dotations aux amortissements des immobilisations	1 386 851	1 227 370
Dotations aux provisions pour risques et charges	181 746	47 266
Dotations aux provisions sur actifs circulants	371 375	262 493
Autres charges d'exploitation	45 625	64 164
Charges d'exploitation	**35 140 930**	**41 417 691**
Résultat d'exploitation	**-3 382 256**	**-669 631**
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers	55 244	12 829
Charges financières	466 430	503 986
Résultat financier	**-411 186**	**-491 157**
Résultat courant avant impôt	**-3 793 442**	**-1 160 788**
Produits exceptionnels	269 485	818 994
Charges exceptionnelles	1 172 557	-976 777
Résultat exceptionnel	**-903 072**	**1 795 771**
Impôt sur le résultat	62 832	297 774
Résultat des sociétés intégrées	**-4 759 346**	**337 209**
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	-716 378	
Liaisons résultat	-1	2
Résultat d'ensemble consolidé	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat groupe	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat hors-groupe		

1.3 Tableau de flux de trésorerie consolidé

En EUR	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	**-4 042 967**	**337 207**
Résultat des sociétés mise en équivalence		
Amortissements et provisions	676 502	956 372
Variation des impôts différés	-90 563	258 053
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-20 011	-2 503 801
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	**-3 477 039**	**-952 169**
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 120 960	4 467 922
Dont stocks	946 924	736 601
Dont créances d'exploitation	-808 169	-1 061 665
Dont dettes d'exploitation	982 205	4 792 986
Dont Intra-groupe		
Flux net de trésorerie généré par l'activité	**-2 356 079**	**3 515 753**
Acquisition d'immobilisations	-479 720	-685 853
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	70 244	471 951
Incidence des variations de périmètres		-1 543 236
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-409 476**	**-1 757 138**
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe	-2	
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	5 707 265	
Remboursements d'emprunts	-749 465	-2 182 415
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**4 957 798**	**-2 182 415**
Incidence des variations de cours des devises		112
Variations de trésorerie	**2 189 879**	**-424 688**
Trésorerie d'ouverture	**909 653**	**1 434 341**
Trésorerie de clôture	**3 099 532**	**1 009 653**

Annexe aux comptes consolidés

2.1 Activité du groupe et événements significatifs de l'exercice

2.1.1 Activité du groupe

Le groupe Steva a pour activité principale l'emboutissage de pièces métalliques.

2.1.2 Faits significatifs liés au périmètre de consolidation

Néant

2.1.3 Faits significatifs liés à l'activité et l'organisation

La crise sanitaire liée à la covid-19 dont les effets ont démarré avec la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constitue un fait marquant de l'exercice 2020.

Toutes les sociétés du Groupe STEVA ont constaté une forte baisse de leurs résultats annuels compte-tenu des forts impacts de cette crise sanitaire sur leur volume d'activité, notamment sur la première période de confinement de mars à mai.

De manière à limiter les effets économiques de ce brutal et inattendu ralentissement, toutes les sociétés du groupe STEVA ont, si besoin, mis en œuvre toutes les aides et mesures gouvernementales qui leurs étaient ouvertes. Selon leur éligibilité, les entités du Groupe bénéficient notamment de reports de paiement des emprunts et leasings, reports d'impôts et taxes, reports de charges sociales et d'indemnisation de salaires versées pour des salariés en arrêt d'activité.

Si les effets de cette crise sanitaire ne sont pas définitifs à la date de clôture des comptes, la forte reprise économique du secteur depuis juillet 2020 a permis aux sociétés du groupe STEVA de reprendre une activité de production proche de la normale et d'entrevoir des perspectives financières et économiques d'avant crise.

2.2 Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation, et aux règles et méthodes d'évaluation

2.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables généralement admis en France.

Les comptes consolidés sont établis conformément aux dispositions de la loi n°85-11 du 3 janvier 1985, décret d'application du 17 février 1986 et au règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés homologué le 22 juin 1999.

Les présents comptes consolidés sont établis en euros.

2.2.2 Modalités de consolidation

2.2.2.1 Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société-mère assure le contrôle exclusif, directement et indirectement, sont consolidées selon la méthode d'intégration globale.

L'intégration globale consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « minoritaires » ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

Dans le cas d'un contrôle conjoint, les balances des sociétés concernées sont intégrées proportionnellement au pourcentage détenu.

L'intégration proportionnelle consiste à :
- Intégrer dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées à hauteur du pourcentage détenu ;
- Procéder aux différents retraitements ;
- Eliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées à hauteur de la balance intégrée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur comptable des titres détenus la quote-part des capitaux propres.

Certaines participations répondant aux critères ci-dessus ne sont pas consolidées du fait de leur faible impact (cf. note sociétés exclues du périmètre de consolidation).

2.2.2.2 *Date de clôture des comptes*

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux arrêtés le 31 décembre 2020.

Les comptes des entreprises consolidés sont arrêtés à la même date que celle de la société consolidante.

La société BTS a fait l'objet de deux arrêtés de comptes sur l'exercice 2020. Le premier à la date du 30 septembre 2020 et le second au 31 décembre 2020.

2.2.2.3 *Modalités de traitement des écarts d'acquisition*

Les écarts de "1ère consolidation" constatés à l'occasion des prises de participation (excédent du prix d'acquisition des titres sur la quote-part des capitaux propres retraités à la date d'acquisition) sont imputés en totalité en écarts d'acquisition lorsqu'ils ne peuvent être directement ventilés, de manière fiable, dans les postes du bilan en tant qu'écart de réévaluation.

Conformément à la réglementation de l'ANC n°2015-07 du 23 novembre 2015, applicable au 1er janvier 2016, le groupe détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques.

Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au groupe, ce dernier n'est pas amorti. Dans ce cas, un test de dépréciation est réalisé chaque année.

Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans.

Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

Sauf cas particulier, le groupe considère compte tenu des activités exercées que la durée d'utilité des écarts d'acquisition n'est pas limitée.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif (lorsque le prix d'acquisition des titres est inférieur à la quote-part des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le des capitaux acquis), il est inscrit dans un compte de provisions au passif du bilan et est repris dans le résultat consolidé sur une durée qui dépend des hypothèses retenues lors de l'acquisition.

2.2.3 Méthodes et règles d'évaluation

2.2.3.1 Retraitement des comptes sociaux

Les retraitements de consolidation ont porté sur l'élimination d'une part, des comptes et opérations réciproques, et d'autre part, des résultats internes à l'ensemble consolidé (dividendes et réévaluations internes le cas échéant).

Les provisions réglementées et la fiscalité différée ont fait l'objet de retraitements.

2.2.3.2 Méthodes préférentielles

Les options retenues par le groupe en matière d'application des méthodes préférentielles sont les suivantes :

	Oui	Non	Non applicable
Provisionnement des engagements de retraite et avantages similaires à accorder aux salariés	X		
Retraitement des contrats de location financement	X		
Etalement des frais d'émission et des primes de remboursement et d'émission des emprunts obligataires sur la durée de vie de l'emprunt			X
Enregistrement en résultat consolidé des écarts de conversion figurant dans les comptes individuels des entreprises consolidées	X		
Utilisation de la méthode à l'avancement pour les contrats à long terme			X

2.2.3.3 Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amorties sur leur durée de vie prévue.

Dans le cadre de la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013, le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables a modifié les dispositions du Plan Comptable Général relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, corporels et incorporels et en particulier du fonds commercial.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et la durée d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales méthodes d'amortissement et durées d'utilisation sont les suivantes :

Logiciels	*1 à 3 ans*
Constructions	*20 à 25 ans*
Agencement des constructions	*10 à 20 ans*
Installations techniques et divers	*10 ans*
Matériels et outillages	*5 ans*
Matériel de transport	*4 à 5 ans*
Matériel de bureau et informatique	*2 à 5 ans*

Suivi de la valeur des écarts d'acquisition positifs et assimilés

Un test de dépréciation a été mis en place pour apprécier la juste valeur des actifs et passifs du groupe.

L'application à la clôture de l'exercice des tests de dépréciation n'a pas fait ressortir de perte de valeurs des écarts d'acquisition et assimilés.

Contrats de location-financement

Les contrats de location-financement, conformément à la méthode préférentielle du règlement 99-02, sont retraités afin que l'opération se traduise comme une acquisition d'immobilisations à crédit.

Les modalités de retraitement sont :

Amortissement économique sur la durée et le mode retenu pour des biens équivalents utilisés par les sociétés consolidées lorsqu'elles en sont propriétaires. Toutefois, lorsque le bail ne prévoit pas au terme le transfert de propriété du bien de manière certaine ou hautement probable, le bien est amorti sur la durée du bail.

Amortissement financier selon un plan d'amortissement déterminant la charge d'intérêt au titre d'une période sur la base du taux implicite du contrat appliqué au capital restant dû en début de période.

Juste valeur

Des réévaluations ou écarts d'évaluation à l'entrée de périmètre ont été pratiqués.

2.2.3.4 *Titres immobilisés*

La valeur brute des participations non consolidées et des autres immobilisations financières est constituée par leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable.

2.2.3.5 *Stocks et en-cours*

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

2.2.3.6 *Créances*

Les créances sont retenues pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.2.3.7 *Titres de placement*

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire des titres, qui est fonction de leur valeur d'utilité et de leur valeur probable de négociation, est inférieure au prix d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée. Les plus-values latentes sur les VMP n'ont pas été comptabilisées.

2.2.3.8 *Subventions d'investissement*

La consolidation impose l'élimination de l'incidence sur les comptes des écritures passées pour la seule application des législations fiscales et notamment pour ce qui concerne les subventions d'investissement. Ainsi, les subventions d'investissement sont considérées comme des produits étalés dans le temps, et sont donc comptabilisées en produits constatés d'avance.

2.2.3.9 *Impôts différés*

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte :

- Du décalage temporaire, dans les comptes sociaux, entre l'assiette fiscale et le résultat comptable,
- Des écritures de retraitement et d'élimination spécifiques à la consolidation,
- Des déficits fiscaux reportables, dans la mesure où leur imputation sur les bénéfices fiscaux futurs, est probable.

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires provenant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et des passifs selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'impôt et des règles fiscales en vigueur à la clôture de l'exercice qui seront applicables lorsque les différences futures se résorberont. Les impôts différés actifs et passifs font l'objet d'une compensation lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

2.2.3.10 *Conversion des comptes des sociétés étrangères*

Les comptes des sociétés étrangères (hors zone euro) sont convertis de la manière suivante :

- Les actifs et passifs aux taux de clôture.
- Les postes de situation nette aux taux historique.
- Les postes du compte de résultat aux taux moyen de l'exercice.

2.2.3.11 *Engagements en matière de retraite*

Les engagements en matière de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes annuels.

Conformément au règlement 99-02 et à la recommandation n°2013-02 de l'ANC, les engagements de retraite ont été évalués et provisionnés.

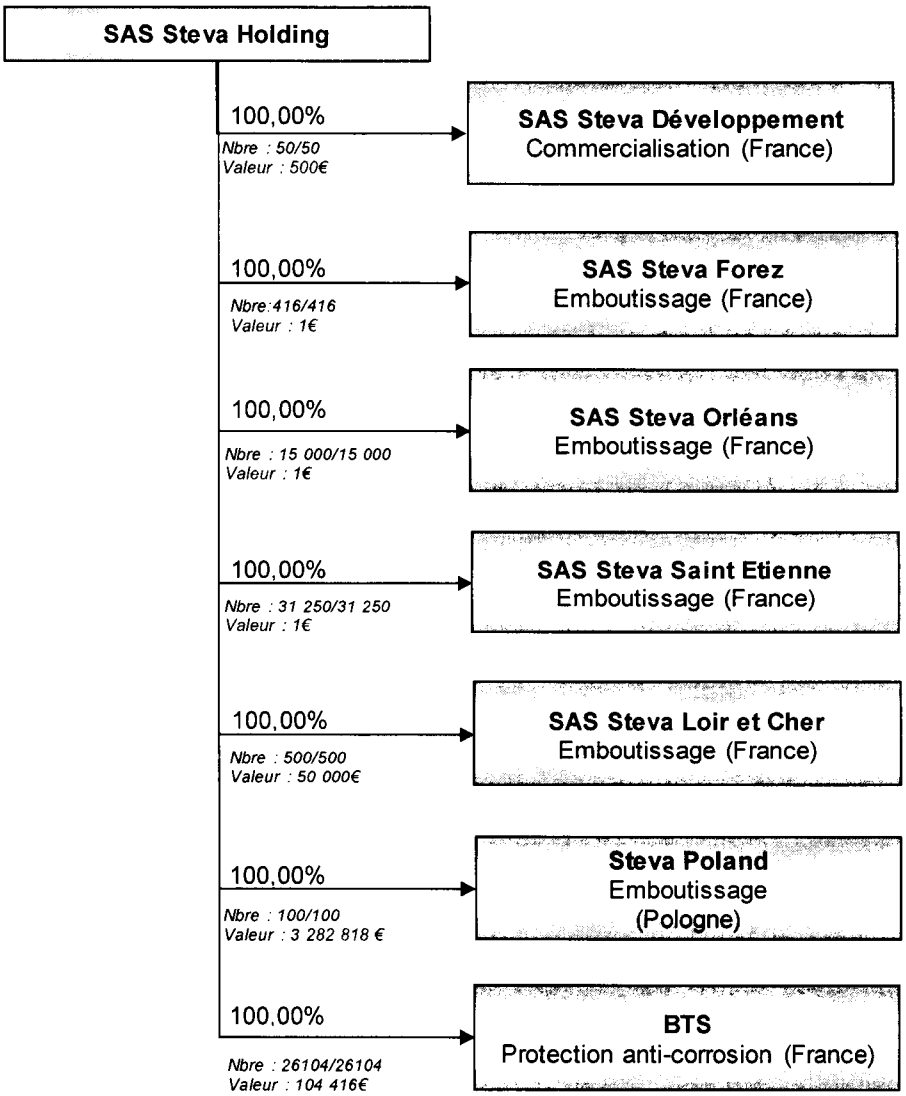
Le Groupe Steva évalue ses engagements en matière de pension en appliquant la méthode rétrospective. Les engagements de retraite ont été évalués avec les paramètres suivants :

- Départ uniforme des salariés à 65 ans
- Application de la convention collective de la Métallurgie

Le calcul est effectué salarié par salarié. L'engagement total de l'entreprise correspond à la somme des engagements individuels moins la valeur au 31 décembre 2020 des contrats d'assurances d'indemnités de fin de carrière.

2.3 Informations relatives au périmètre de consolidation

2.3.1 Organigramme du groupe



2.3.2 Identification des sociétés consolidées

Entités	Adresse	Méthode	% intérêt
Sas Steva Holding	ZI Les Murons 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON	IG	100,00%
Sasu Steva Developpement	23 rue Henri Dunant 45140 ST JEAN DE LA RUELLE	IG	100,00%
Sasu Steva Forez	Ld Les Places 42890 SAIL SOUS COUZAN	IG	100,00%
Sasu Steva Orléans	23 rue Henri Dunant 45140 ST JEAN DE LA RUELLE	IG	100,00%
Sas Steva Saint Etienne	ZA Les Planchettes 42110 FEURS	IG	100,00%
Sas Steva Loir et Cher	Avenue du Docteur Jeulain 41800 MONTOIRE SUR LE LOI	IG	100,00%
Steva Poland	SIEDLCE (Pologne)	IG	100,00%
SAS BTS	172 Avenue d'Auvergne 43100 BRIOUDE	IG	100,00%

2.3.3 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Aucune société n'est exclue du périmètre.

2.3.4 Entités ad hoc

Aucune entité Ad Hoc n'a été identifié comme faisant partie du groupe.

2.4 Informations permettant la comparabilité des comptes

2.4.1 Informations relatives aux variations de périmètre et des % d'intérêts

2.4.1.1 Variations de périmètre

Non applicable.

2.4.1.2 Variations des pourcentages d'intérêt

Non applicable.

2.4.1.3 Comparabilité des comptes

Hormis ceux évoqués en 2.1 aucun élément n'altère la comparabilité des exercices.

2.4.2 Changements comptables

2.4.2.1 Changements de méthode

Non applicable.

2.4.2.2 Changements de modalités d'application ou d'estimations

Non applicable.

2.4.2.3 Corrections d'erreurs

Non applicable.

2.5 Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

2.5.1 Postes du bilan consolidé

2.5.1.1 Actif

Immobilisations et amortissements : immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	138 228	2 250			72 018	212 496
Fonds commercial	99 093					99 093
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	25 343	37 314				62 657
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations Incorporelles brutes	**262 664**	**39 564**			**72 018**	**374 246**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	120 128	22 751				142 879
Fonds commercial	99 092					99 092
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	**219 220**	**22 751**				**241 971**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Ecarts d'acquisition						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	18 100	-20 501			72 018	69 617
Fonds commercial	1					1
Autres immobilisations incorporelles						
Immobilisations incorporelles en cours	25 343	37 314				62 657
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Valeurs nettes	**43 444**	**16 813**			**72 018**	**132 275**

Immobilisations et amortissements : immobilisations corporelles

Valeurs brutes en EUR	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	260 531					260 531
Constructions	4 784 266				-3 132	4 781 134
Installations techniques, matériel, outillage	19 639 277	180 735	34 408		-86 124	19 699 480
Autres immobilisations corporelles	1 973 572	38 442	43 135		107 897	2 076 776
Immobilisations en cours	53 932	213 308			-29 404	237 836
Avances et acomptes						
Valeurs brutes	**26 711 578**	**432 485**	**77 543**		**-10 763**	**27 055 757**

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	73 141	1 231				74 372
Constructions	976 124	200 387			-1 379	1 175 132
Installations techniques, matériel, outillage	11 726 434	1 002 979	11 695		-37 531	12 680 187
Autres immobilisations corporelles	1 087 043	161 368	20 614		24 607	1 252 404
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	**13 862 742**	**1 365 965**	**32 309**		**-14 303**	**15 182 095**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Terrains	187 390	-1 231				186 159
Constructions	3 808 142	-200 387			-1 753	3 606 002
Installations techniques, matériel, outillage	7 912 843	-822 244	22 713		-48 593	7 019 293
Autres immobilisations corporelles	886 529	-122 926	22 521		83 290	824 372
Immobilisations en cours	53 932	213 308			-29 404	237 836
Avances et acomptes						
Valeurs nettes	**12 848 836**	**-933 480**	**45 234**		**3 540**	**11 873 662**

Immobilisations et dépréciations : immobilisations financières

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	1 159					1 159
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	14 260					14 260
Prêts	22 392					22 392
Autres immobilisations financières	117 206	2 000	5 000			114 206
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	**155 017**	**2 000**	**5 000**			**152 017**

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	3 038					3 038
Titres mis en équivalence						
Provisions	**3 038**					**3 038**

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations	1 159					1 159
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	14 260					14 260
Prêts	22 392					22 392
Autres immobilisations financières	120 244	2 000	5 000			117 244
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	**151 979**	**2 000**	**5 000**			**148 979**

Ecarts d'évaluation

Les éléments réévalués au niveau consolidé se décomposent de la manière suivante :

Société- Objet	Ecart d'évaulation brut
Steva Orléans	1 819 471
Steva Saint Etienne	1 308 000
BTS	2 811 324
	5 938 795

Actifs pris en location financement

Les actifs ont été retraités conformément aux règlements CRC 2014-03.

Contrats de location-financement retraités	31/12/2020	31/12/2019
Terrains	0	0
Constructions	854 000	854 000
Matériel industriel	4 876 462	4 879 258
Matériel de transport	79 070	0
Total valeur brute	**5 809 532**	**5 733 258**
Total des amortissements	**-4 265 697**	**-3 928 971**
Total valeurs nettes	**1 543 835**	**1 804 287**
Emprunts restant dû	2 111 669	2 186 313
Dont à moins d'1 an	110 213	283 710
Dont de 1 an à 5 ans	1 488 990	1 223 048
Dont + de 5 ans	512 467	679 555

Titres immobilisés

Les titres apparaissant au sein de ce poste correspondent à des détentions marginales dans les entités concernées.

Société	Titres détenus	VNC
Sasu Steva Orléans	Caisse mutuelle garanties	4 671
Sasu Steva Forez		4 163
Sas Steva Saint Etienne		1 159
SAS BTS	Titres divers et PS	5 426
		15 419

Stocks et en-cours

Stocks et en cours	Net N	Net N-1
3000 - Matières premières,approvisionn.	2 661 327	2 844 393
3300 - En cours de production de biens	983 148	1 177 011
3400 - En cours de production de services	53 215	32 301
3500 - Produits intermédiaires et finis	1 316 183	1 874 797
3700 - Marchandises	28 644	12 093
3900 - Provisions sur matières premières	-162 460	-120 082
3930 - Provisions/ en cours de biens	-4 853	-5 755
3950 - Provisions/ produits finis	-148 355	-137 278
3970 - Provisions/ marchandises	-7 256	
	4 719 593	**5 677 480**

Créances

Créances	Net N	< 1an	> 1 an	Net N-1
4090 - Acomptes et avances versés sur commandes	6 880	6 880		20 945
4100 - Clients et comptes rattachés	1 046 767	1 046 767		3 097 872
4160 - Clients douteux	139 395	139 395		110 706
4910 - Provisions dépréciation clients	-56 902	-56 902		-14 151
4236 - Créances sociales - Personnel (IFRS :NC)	11 300	11 300		-6 661
4237 - Créances sociales - Organismes (IFRS :NC)	464	464		
4430 - Créances fiscales	238 871	238 871		489 098
4445 - Actif d'Impôt différé 99-02 (IFRS:NC)	421 689	421 689		301 944
4450 - Taxe sur le chiffre d'affaires - Actif	480 114	480 114		576 566
4500 - Comptes courants débiteurs	27 538	27 538		33
4560 - Capital souscrit, appelé et non versé				
4600 - Autres créances 99-02 (IFRS:C)	795 637	795 637		764 341
4760 - Ecart de conversion actif				
4860 - Charges constatées d'avance	527 984	527 984		312 986
4960 - Prov. autres créances 99-02 (IFRS:C)				
180R - Liaison Bilan				
	3 639 737	**3 639 737**		**5 653 679**

Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Disponibilités et valeurs mobilières de placement	Net N	Net N-1
5120 - Disponibilités	3 109 152	1 047 437
	3 109 152	**1 047 437**

2.5.1.2 Passif

Capitaux propres

La composition du capital social est la suivante :

	Clôture	Ouverture
Nombre de titres	5 000	5 000
Valeur nominale	10,00	10,00
Capital social	50 000	50 000

Les capitaux propres ont évolué de la manière suivante :

En EUR	Capital	Réserves	Résultats	Autres	Total part groupe
Capitaux propres N-2	**50 000**	**466 090**	**-273 670**	**245 863**	**488 283**
Affectation en réserves		-273 670	273 670		
Distributions de dividendes					
Variation de capital					
Résultat			337 207		**337 207**
Autres variations		-1		20 836	**20 835**
Capitaux propres N-1	**50 000**	**192 419**	**337 207**	**266 699**	**846 325**
Affectation en réserves		337 207	-337 207		
Distributions de dividendes					
Variation de capital					
Résultat			-4 042 967		**-4 042 967**
Autres variations (a)		-1		-17 243	**-17 244**
Capitaux propres N	**50 000**	**529 625**	**-4 042 967**	**249 456**	**-3 213 886**

(a) dont :	Variation des écarts de conversion :	17 241
	Divers NS	-2

Provisions pour risques et charges

	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Charge ID	Autres variations	Clôture
Ecarts d'acquisit° négatifs, titres MEE	1 554 881					-746 480	716 379
Provisions pour risques	324 980	181 746	-186 580				320 146
Provisions pour IFC	827 744		-60 227				767 517
Autres provisions pr charges	65 100	86 161	-10 000				141 261
Passifs d'impôts différés (1)	759 276				28 938		788 214
	3 531 981	**267 907**	**-256 807**		**28 938**	**-746 480**	**2 733 517**

	Dotations	Reprises
Exploitation	181 746	-225 807
Financier		
Exceptionnel	86 161	-31 000
	267 907	**-256 807**

(1) La variation des passifs d'impôts différés au niveau du résultat se réalise à partir du compte de charge d'impôts différés.

Ecarts d'acquisition négatifs issus d'une entrée de périmètre

Société	Date	Ecart d'acquisition	Repris début ex.	Reprise	Repris fin d'exercice	Ecart d'acquisit° net
Sasu Steva Forez	01/07/2014	-746 480	-746 480		-746 480	
Sasu Steva Orléans	01/07/2014	-2 422 677	-2 422 677		-2 422 677	
Sas Steva Saint Etienne	01/07/2014	-2 047 976	-2 047 976		-2 047 976	
Sas BTS	31/12/2019	-1 432 757		-716 378	-716 378	-716 378
		-6 649 889	**-5 217 133**	**-716 378**	**-5 933 511**	**-716 378**

Passifs d'impôts différés

			Variation de l'exercice	
Ventilation des impôts différés passifs par nature	Clôture	Ouverture	Résultat	Autres
Différences temporaires, retr.de conso.	788 214	759 276	28 938	
Reports fiscaux déficitaires				
	788 214	**759 276**	**28 938**	

Dettes

Dettes	Net N	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans	Net N-1
1630 - Autres emprunts oblig. 99-02 (IFRS:NC)	2 000 000	1 000 000	1 000 000		2 000 000
1640 - Empr & dettes..Ets crédit 99-02(IFRS:NC)	7 047 514	733 676	6 313 838		1 836 261
1640CB - Emprunt en crédit-bail 99-02 (IFRS:NC)	2 293 114	291 657	1 488 990	512 467	2 395 473
1640CBA - Avance preneur s/ CBI	-181 445	-181 445			-209 160
1650 - Empr,dettes fin. divers 2020-01 (IFRS:NC)					
1680 - Autres emprunts et dettes assimilées	127 788	127 788			172 988
5190 - Concours bancaires courants	9 620	9 620			37 784
Emprunts et dettes financières	***11 296 591***	***1 981 296***	***8 802 828***	***512 467***	***6 233 346***
4010 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 033 216	5 033 216			6 654 414
4040 - Dettes d'immobilisations					5 671
4190 - Avances, acomptes reçus / commandes	33 987	33 987			16 170
Fournisseurs et comptes rattachés	***5 067 203***	***5 067 203***			***6 676 255***
4232 - Dettes sociales - Personnel (IFRS :NC)	677 679	677 679			822 233
4233 - Dettes sociales - Organismes (IFRS :NC)	2 066 335	2 066 335			1 170 421
4435 - Dettes fiscales	323 679	323 679			353 729
4440 - Impôt à payer (IFRS :C) Activité	8 079	8 079			18 277
4455 - Taxe sur le chiffre d'affaires - Passif	626 921	626 921			728 656
Etat, organismes sociaux, personnel	***3 702 693***	***3 702 693***			***3 093 316***
4510 - Compte courants créditeurs	80 220	80 220			1 279 760
4650 - Autres dettes 99-02 (IFRS:C)	3 753 929	3 753 929			3 704 047
4770 - Ecart de conversion passif					
4771 - Ecart d'arrondi passif	5	5			-1
4870 - Produits constatés d'avance	203 126	203 126			57 826
Autres dettes et cptes de régularisat°	***4 037 280***	***4 037 280***			***5 041 632***
	24 103 767	**14 788 472**	**8 802 828**	**512 467**	**21 044 549**

Mouvements des emprunts et dettes financières

Mouvements des emprunts	Ouverture	Nouveaux	Rembourst	Autres var	Clôture	< 1an	1 à 5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires								
Sas Steva	2 000 000				2 000 000	1 000 000	1 000 000	
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Forez								
Sasu Steva Orléans								
Sas Steva Saint Etienne								
Sas Steva Loir et cher								
Steva Poland								
SAS BTS								
Total	**2 000 000**				**2 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**	
Emprunts auprès des établissements de crédit								
Sas Steva		585 000			585 000		585 000	
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Forez	133 533	1 715	34 640		100 608	56 835	43 773	
Sasu Steva Orléans	1 220 819	4 511 625	333 521		5 398 923	416 901	4 982 022	
Sas Steva Saint Etienne	148 837	926	41 379		108 384	61 576	46 808	
Sas Steva Loir et cher	17 358	250 120	10 432		257 046	7 046	250 000	
Steva Poland								
SAS BTS	315 714	350 000	68 161		597 553	191 318	406 235	
Total	**1 836 261**	**5 699 386**	**488 133**		**7 047 514**	**733 676**	**6 313 838**	
Emprunts en crédit bail								
Sas Steva								
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Forez								
Sasu Steva Orléans	2 284 136		139 226		2 117 194	221 238	1 383 489	512 467
Sas Steva Saint Etienne		72 018	12 900		59 118	13 803	45 315	
Sas Steva Loir et cher	75 205		42 220		32 985	32 985		
Steva Poland								
SAS BTS	36 132		13 907	61 591	83 817	23 631	60 186	
Total	**2 395 473**	**72 018**	**208 253**	**61 591**	**2 293 114**	**291 658**	**1 488 990**	**512 467**
Autres emprunts								
Sas Steva	108 182		43 104		65 078	65 078		
Sasu Steva Developpement								
Sasu Steva Forez	279		67		212	212		
Sasu Steva Orléans	16 237	7 080			23 317	23 317		
Sas Steva Saint Etienne	146		2		144	144		
Sas Steva Loir et cher	44	799			843	843		
Steva Poland								
SAS BTS	48 100		9 906		38 194	38 194		
Total	**172 988**	**7 879**	**53 079**		**127 788**	**127 788**		

Ventilation entre impôts différés et impôts exigibles

	Net N	
	Bilan actif	Bilan passif
Impôt sociétés actif (cptes sociaux)	156 542	
Impôt sociétés passif (cptes sociaux)		8 079
Impôts différés actif	421 689	
Impôts différés passif		788 214
	578 231	**796 293**

2.5.2 Postes du compte de résultat consolidé

2.5.2.1 Achats, charges externes, impôts et taxes

Achats, charges externes, impôts et taxes	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
6010 - Achats matières premières,aut.appro	11 453 167	16 616 093	-5 162 926	-31%
6031 - Variation de stock (matières prem.)	248 374	-96 291	344 665	-358%
6037 - Variation de stocks (marchandises)	-6 712	206 501	-213 213	-103%
6070 - Achats de marchandises	433 594	629 454	-195 860	-31%
Achats et variations de stocks	***12 128 423***	***17 355 757***	***-5 227 334***	***-30%***
6040 - Achats d'études et prestations de services	4 441 449	5 557 566	-1 116 117	
6050 - Achats de matériel, équipements et travaux	1 987		1 987	
6060 - Achats non stockés de matière et fournitures	1 226 798	1 371 403	-144 605	-11%
6110 - Sous-traitance	422 765	621 121	-198 356	-32%
6122 - Redevances de crédit bail mobilier	64 481	24 272	40 209	166%
6125 - Redevances crédit bail immobilier				
6130 - Locations	389 811	608 407	-218 596	-36%
6135 - Locations mobilières				
6150 - Entretiens et réparations	975 701	1 019 639	-43 938	-4%
6160 - Primes d'assurance	258 931	229 342	29 589	13%
6180 - Etudes, documentations, séminaires	19 822	9 609	10 213	106%
6210 - Personnels extérieurs	654 850	961 721	-306 871	-32%
6220 - Rémunérations d'intermédiaires et honoraire	794 706	642 153	152 553	24%
6230 - Publicité, publications, relations publiques	427	1 190	-763	-64%
6240 - Transports de biens et transports collectifs du	948 446	860 848	87 598	10%
6250 - Déplacements, missions et réceptions	92 705	201 585	-108 880	-54%
6260 - Frais postaux et de télécommunications	64 947	65 047	-100	0%
6270 - Services bancaires et assimilés	39 309	45 278	-5 969	-13%
6280 - Cotisations	58 186	48 597	9 589	20%
Autres achats et charges externes	***10 455 321***	***12 267 778***	***-1 812 457***	***-15%***
6300 - Impôts et taxes	517 178	572 319	-55 141	-10%
Impôts et taxes	***517 178***	***572 319***	***-55 141***	***-10%***
6500 - Autres charges	45 625	64 164	-18 539	-29%
Autres charges d'exploitation	***45 625***	***64 164***	***-18 539***	***-29%***
	23 146 547	**30 260 018**	**-7 113 471**	**-24%**

2.5.2.2 Coût des ressources humaines

Charges de personnel

Charges de personnel	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat°(%)
6400 - Salaires et traitements	7 690 591	6 768 691	921 900	14%
6450 - Charges sociales	2 363 820	2 851 853	-488 033	-17%
Personnel salarié	***10 054 411***	***9 620 544***	***433 867***	***5%***
6210 - Personnels extérieurs	654 850	961 721	-306 871	-32%
Personnel extérieur	***654 850***	***961 721***	***-306 871***	***-32%***
	10 709 261	**10 582 265**	**126 996**	**1%**

Effectif salarié

Effectifs (ETP)	N	N-1	Variat° (Val)
Sociétés consolidées en intégration globale	225	204	21

2.5.2.3 Amortissements et provisions

Amortissements et provisions	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
6811 - Dotations aux amort. des immo. Corp. & incor	1 386 851	1 227 370	159 481	13%
6815 - Dotations aux provisions d'exploitation	181 746	47 266	134 480	285%
6817 - Dotations aux dépréciations des actifs circula	371 375	262 493	108 882	41%
6818 - Dotations aux amort. écarts acquis.	-716 378		-716 378	
6860 - Dotations financières amort.,prov.				
6870 - Dotations exception. amort., prov.	93 695	58 580	35 115	60%
Dotations	***1 317 289***	***1 595 709***	***-278 420***	***-17%***
7815 - Reprises sur provisions d'exploitation	-225 807	-2 988	-222 819	7457%
7817 - Reprises sur dépréciation des actifs circulants	-268 812	-262 698	-6 114	2%
7860 - Reprises provisions financières				
Reprises	***-494 619***	***-265 686***	***-228 933***	***86%***
	822 670	**1 330 023**	**-507 353**	**-38%**

2.5.2.4 Résultat financier

Résultat financier	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7600 - Produits financiers participation				
7620 - Produits des autres immobilisations financièr				
7630 - Autres intérêts et produits assimilés	4 009	4 538	-529	-12%
7650 - Escomptes obtenus	620	1 353	-733	-54%
7660 - Différences positives de change	50 615	6 938	43 677	630%
7670 - Produits nets/ces.de valeurs mobil.				
7860 - Reprises provisions financières				
Produits financiers	***55 244***	***12 829***	***42 415***	***331%***
6600 - Intérêts sur emprunts et charges assimilés	334 284	318 919	15 365	5%
6615 - Intérêts des comptes courants	6 502	2 284	4 218	185%
6616 - Intérêts bancaires sur opérations de financem	125 511	150 341	-24 830	-17%
6650 - Escomptes accordés				
6660 - Différences négatives de change	141	32 439	-32 298	-100%
6670 - Charges nettes/ ces. valeurs mobilières				
6681 - Ecart d'arrondi	-8	3	-11	-367%
6860 - Dotations financières amort.,prov.				
Charges financières	***466 430***	***503 986***	***-37 556***	***-7%***
	-411 186	**-491 157**	**79 971**	**-16%**

2.5.2.5 Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel	Net N	Net N-1	Variat° (Val)	Variat° (%)
7700 - Produits exception./ opér. gestion	160 634	33 240	127 394	383%
7750 - Cession d'actifs incorporels		319 989	-319 989	-100%
7752 - Cession d'actifs corporels	65 244	89 412	-24 168	-27%
77562 - Cession de titres consolidés				
77565 - Cession autres actifs financiers				
7770 - Quote part de subvention	6 936		6 936	
7780 - Autres produits/opération capital		2 499	-2 499	-100%
7870 - Reprises provisions exceptionnelles	36 671	373 853	-337 182	-90%
Produits exceptionnels	***269 485***	***818 993***	***-549 508***	***-67%***
6700 - Charges exceptionnelles sur opérations de ge	652 882	468 571	184 311	39%
6750 - Valeur compt. éléments actifs cédés	45 233	-2 094 400	2 139 633	-102%
6780 - Autres charges/opération en capital	380 747	590 472	-209 725	-36%
6870 - Dotations exception. amort., prov.	93 695	58 580	35 115	60%
Charges exceptionnels	***1 172 557***	***-976 777***	***2 149 334***	***-220%***
	-903 072	**1 795 770**	**-2 698 842**	**-150%**

2.5.2.6 *Impôts sur les résultats*

Taux d'impôt sur les résultats 28,00%	Base	Impôt	Taux
Résultat des sociétés intégrées	**-4 759 345**		
Charge d'IS (comptes sociaux)	153 395		
Charge d'impôt différé	-90 564		
Total impôt sur les bénéfices	**62 831**		
Résultat avant impôt	**-4 696 514**		
Impôt théorique calculé		**-1 315 024**	**28,00%**
+ Charges non déductibles	1 404 672	393 308	**-8,37%**
- Produits non imposables	-71 850	-20 118	**0,43%**
- Bases imposées à un autre taux			
+/- Bases non activées, et retraitements no	3 058 978	856 514	**-18,24%**
+/- Autres éléments			
Base soumise à l'impôt en consolidation	**-304 714**	**-85 320**	**1,82%**
+ IS autre taux			
+ Redressements fiscaux		168 897	**-3,60%**
- Crédits d'impôts et dégrévements			
+ Contributions additionnelles			
+/- variations de Taux IS futurs (sur retraiter		-20 747	**0,44%**
+/- Ecart / arrondi,		0	**0,00%**
Charge d'impôt effective		**62 831**	**-1,34%**

Intégration fiscale

Il y a un périmètre d'intégration fiscale au sein du périmètre de consolidation, composé de : SAS Steva, SAS Steva Saint Etienne, SASU Steva Forez, SASU Steva Orléans, SASU Steva Développement.

2.6 Autres informations

2.6.1 Analyse sectorielle

	Actif immobilisé net		Chiffre d'affaires		Résultat d'exploitation	
Secteurs	**31/12/2020**	**31/12/2019**	**31/12/2020**	**31/12/2019**	**31/12/2020**	**31/12/2019**
Emboutissage, tubes ...	12 154 916	13 044 259	32 300 802	40 439 984	- 3 382 256	- 669 631
	12 154 916	13 044 259	32 300 802	40 439 984	- 3 382 256	- 669 631

2.6.2 Informations diverses

2.6.2.1 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun élément hormis ceux évoqués aux 2.1.3.

2.6.2.2 Engagements

Engagements donnés	N	N-1
Nantissement matériels, hypothèques		165 582
Cautions	2 148 641	2 277 219
	2 148 641	**2 442 801**

Engagements reçus	N	N-1
Cautions	367 015	69 531
	367 015	**69 531**

Autres opérations non inscrites au bilan	N	N-1
Montant des créances cédées au factor	5 187 393	5 809 357
	5 187 393	**5 809 357**

2.6.2.3 Dettes garanties par des sûretés réelles

Les dettes financières ne sont pas garanties par des suretés réelles

2.6.2.4 Rémunérations, engagements et avances faits aux dirigeants

Le détail n'est pas fourni car il serait de nature à identifier la situation personnelle des mandataires.